



# Transformation et Intégration dans la Région Broader – MENA

*Partenariat pour le progrès et un avenir  
commun*

2<sup>ème</sup> Atelier Régional – Problématiques économiques et  
sociales abordées dans le cadre du G8 –

BMENA avec la Société Civile

Villa Valmer, Marseille, France



## RAPPORT FINAL

Dans le cadre du Forum pour l'Avenir, le deuxième atelier de travail s'est tenu à Marseille les 6 et 7 juin 2011, sur le thème de la transformation et de l'intégration dans la région BMENA (Grand Moyen-Orient et Afrique du Nord). Les Organisations de la société civile de la région BMENA qui ont participé à l'Atelier exposent 36 recommandations autour des trois thèmes suivants: *Empowerment*; l'Emploi et l'Entrepreneuriat, et l'Intégration Régionale.

Les représentants de la société civile expriment leur soutien au printemps démocratique arabe soulignant la nécessité de sauvegarder la liberté, les droits de l'homme et la démocratie. Ils demandent aux pays du G8 d'apporter un soutien équitable, impartial et cohérent aux transitions démocratiques arabes. Ils en appellent à la mise en place de stratégies économiques répondant à l'impératif de création d'emplois et contribuant à la lutte contre la pauvreté. La société civile se réjouit du Partenariat de Deauville et exprime le souhait qu'il représente une rupture avec les pratiques du passé. La société civile appelle les gouvernements du G8 et de la région BMENA à s'engager dans ce partenariat sur la base de principes démocratiques, de transparence, d'*accountability* et de lutte contre la corruption.

Les Organisations de la société civile de la région BMENA énoncent les recommandations suivantes :

### *Empowerment*

#### Participation citoyenne et Opportunités Economiques des Jeunes

1. Engager la société civile dans les processus d'*empowerment* en tant que partenaires à part entière plutôt que de simples participants, notamment en leur permettant d'être impliqués dans la conception des politiques publiques. Pour cela, créer un environnement propice qui leur permettrait de se procurer des moyens financiers adéquats et d'aiguiser leur capacité de leadership.
2. **Mettre en œuvre des stratégies d'*empowerment* intégrées horizontalement** (i.e. couvrant des secteurs variés, couvrant notamment l'éducation et la santé) pour assurer la durabilité, la cohésion sociale, et le retour sur l'investissement, ainsi qu'intégrées **verticalement** (« bottom-up ») pour répondre aux besoins locaux exprimés par la jeunesse. Les stratégies devraient mettre en place une économie sociale et

participative et encourager la participation des jeunes dans le développement local ainsi que promouvoir leur liberté de mouvement.

3. Mettre en place des démocraties effectives qui garantissent le droit des jeunes à la dignité. Utiliser les nouvelles technologies comme vecteur de transparence et d'*accountability*, à travers l'accès à l'information sur les processus décisionnels. Informer les citoyens sur les cas de réussite de transition démocratique afin d'inspirer la mise en place de démocraties effectives.
4. Permettre aux jeunes de participer activement à la prise de décision, en impliquant un représentant de la jeunesse dans la rédaction des politiques abordant les thématiques liées à la jeunesse dans le nouveau contexte de transformation socio-économique, et amener la société civile à les aider à assumer ce rôle.

### Femmes et *Empowerment* : Comment Avancer ?

5. **Mettre en œuvre les recommandations qui ont été émises** durant le dernier atelier G8 BMENA à Koweït sur **l'égalité des genres** ;
6. Réaffirmer les droits des femmes inscrits dans les conventions internationales mettant en avant l'égalité entre les sexes et la prohibition de toute violence contre les femmes, et s'assurer que ces droits sont inscrits dans les législations nationales. Mettre en place des centres d'écoute pour les femmes victimes d'abus physiques ou autres.
7. Promouvoir la participation des femmes dans les processus de décision à tous les niveaux (notamment législatif, exécutif, société civile, médias) et leur donner les outils pour être des acteurs économiques actifs et financièrement autonomes. Construire des infrastructures de garde d'enfants facilitant l'activité économique des femmes. Dans les zones rurales, faciliter le quotidien des femmes notamment en rendant l'énergie plus accessible. Imposer des quotas de 40-50% pour l'emploi des femmes dans le secteur privé.
8. Libérer le potentiel entrepreneurial des femmes en leur donnant accès à divers mécanismes (tel que la microfinance) de même que la capacité et les outils pour en faire usage.
9. Encourager **l'évolution des mentalités** pour transformer la perception du rôle des femmes et des mères, notamment à travers les nouveaux médias.
10. Mettre en place des réseaux internationaux d'organisations œuvrant pour l'égalité des sexes afin qu'ils puissent véhiculer et assurer la mise en œuvre des recommandations.

### Renforcer les Échelons Locaux pour Promouvoir un Développement Durable

11. Promouvoir un processus inclusif pour le développement économique local, mobilisant les organismes de société civile ainsi que d'autres acteurs locaux, ceci dans un cadre législatif adapté garantissant aux différents acteurs un transfert de compétences et des ressources financières suffisantes. Dans cette perspective, renforcer la capacité des acteurs locaux. Coordonner les projets et actions locales entreprises par des acteurs locaux pour assurer la cohérence avec les initiatives nationales et locales. Mettre en place des indicateurs de performance. Donner la priorité aux groupes les plus vulnérables.
12. Organiser la décentralisation en fonction des réalités socio-économiques et des divisions administratives plutôt qu'en fonction des clivages ethniques ou religieuses.
13. **S'assurer que certaines conditions préliminaires pour le succès de la décentralisation sont en œuvre** : un système de gouvernance fondé sur l'État de droit, la transparence notamment dans le système budgétaire et l'attribution de l'aide par les bailleurs de fonds. La décentralisation doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie nationale plus globale du développement.
14. Adopter une approche « top down bottom up » pour un meilleur partage de **l'information** entre les collectivités locales et le gouvernement central, afin de faciliter une meilleure compréhension des enjeux auxquels font face les différents acteurs.
15. Mobiliser des fonds pour développer des programmes **mis en œuvre par les acteurs locaux** et dont l'efficacité a été démontrée grâce aux projets pilotes. Les projets concrets pourraient inciter les membres des communautés locales à modifier leur comportement ainsi que celui de leurs proches et ainsi améliorer

la qualité et le niveau de vie. Concevoir des outils financiers qui permettront de générer des revenus durables dans les secteurs tels que l'agriculture et l'industrie.

## Emploi et Entrepreneuriat

### Relier l'Enseignement et les Compétences aux Besoins du Marché du Travail

16. Engager les gouvernements à faire des investissements importants dans la réforme de leurs **systèmes d'éducation** (notamment le post-primaire, le supérieur et la formation professionnelle) afin d'en améliorer la qualité en:
  - (i) engageant une réforme des contenus et curricula de formation afin d'améliorer l'employabilité des diplômés et des sortants non-diplômés du système éducatif, en commençant, dans le court-terme, par les filières d'enseignement supérieur et de formation professionnelle ;
  - (ii) en développant, en coopération avec le monde de l'entreprise du secteur marchand et du secteur de l'économie sociale, les formations en alternance dans les écoles techniques et professionnelles ainsi que certaines filières universitaires ;
  - (iii) introduisant des modules professionnalisants (*soft skills*) à tous les niveaux d'enseignement ;
17. **Impliquer l'entreprise** (par le biais des organisations patronales et professionnelles représentatives, notamment sectorielles) dans le système d'enseignement pour contribuer à améliorer l'employabilité des diplômés. Ceci en systématisant et institutionnalisant la consultation du secteur privé dans l'amélioration des contenus, curricula et modules offerts dans les universités, écoles d'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.
18. Mettre en place un fonds de financement d'un programme de mobilité estudiantine dans le monde arabe (à l'image du programme Erasmus), notamment au sein des pays du Maghreb et du Mashreq, afin de favoriser les échanges, l'ouverture internationale, et l'employabilité. Ce dernier pourrait symboliquement prendre le nom de « *programme Ibn Batouta* ».

### Construire un environnement économique équitable et porteur

19. **Prendre en compte le lien fondamental entre le renforcement de l'Etat de droit et la mise en place d'un environnement économique qui soit ouvert, équitable et juste**, en particulier en termes : (i) d'indépendance de la justice, (ii) de liberté d'expression, (iii) de la liberté de la presse, et (iv) de liberté d'association. Il convient également de rappeler que la corruption, le népotisme, les passe-droits et la proximité et la collusion entre pouvoir politique et pouvoir économique restent des maux profondément ancrés dans les pays de la région BMENA, maux qui entravent l'environnement des affaires et la croissance.
20. Inciter les gouvernements de la région à mettre au centre de leur stratégie économique cet impératif de renforcement de l'Etat de droit et de son rôle de régulateur, comme éléments essentiels d'un environnement des affaires équitable et concurrentiel.
21. Conditionner l'**aide internationale** au développement des pays arabes bénéficiaires sur le **renforcement de l'Etat de droit, de la transparence, de l'accountability, de l'accès à l'information, de la liberté d'expression et de la lutte contre la corruption et le népotisme**. Les mécanismes de cette aide devront en outre être sujets aux mêmes exigences de transparence et d'*accountability*. Dans ce contexte, il est rappelé aux pays du G8, leur engagement à lutter contre les paradis fiscaux et toute autre forme de transferts illicites, afin de contribuer à la lutte contre la corruption dans les pays de la région BMENA et ailleurs.
22. Encourager (par le financement public et le renforcement de capacité) le développement de médias indépendants dans les pays arabes qui puissent renforcer les garde-fous nécessaires à l'Etat de droit. En

parallèle, des autorités indépendantes de régulation des médias devront être mises en place dans ces pays. La transparence et l'accès à l'information par les médias et la société civile devront en outre être garantis par la loi.

### Responsabilité sociétale des entreprises

23. Faire adopter aux pays de la région un code commun de bonnes pratiques en terme de responsabilité sociétale des entreprises, s'inspirant de standards internationaux existants (ONU, OCDE, ISO). L'Etat montrant l'exemple par la mise en place:
  - a. de ces standards de responsabilité sociétale au sein d'entreprises publiques et des entreprises privées impliquées dans des partenariats publics-privés de production de biens publics, notamment en termes de transparence et d'accès à l'information;
  - b. d'accès préférentiel aux marchés publics pour les entreprises ayant adopté des standards de RSE ;
24. **Développer des politiques d'éducation, d'information et de sensibilisation pour asseoir une culture de responsabilité sociétale.**
25. **Instaurer des mécanismes d'accompagnement des entreprises voulant adopter de bonnes pratiques de responsabilité sociétale.** Ces derniers pourraient inclure des crédits d'impôts ou des subventions pour soutenir les investissements nécessaires à la mise en conformité RSE dans certains secteurs (ex. conformité environnementale). Des soutiens aux activités RSE soutenant l'employabilité des jeunes, de catégories défavorisées, ou de formations spécifiques aux standards RSE pourraient être mise en place.
26. Appuyer de façon incitative le respect des normes spécifiques par les industries fortement consommatrices ou destructrices de ressources non renouvelables (par exemple, dans les industries extractives, fortement consommatrices d'eau, etc.), au-delà de ce que les lois et conventions internationales imposent déjà à ces secteurs.

### **Intégration Régionale**

#### Vers la Convergence : Comment faciliter une plus grande intégration régionale ?

27. Les participants des institutions de la société civile présentes demandent aux pays du G8 de travailler de manière efficace pour aider à résoudre le conflit israélo-arabe, et ce en conformité avec les résolutions adoptées par les Nations Unies, et également de permettre au peuple palestinien d'établir un Etat indépendant sur les frontières antérieures au 4 Juin 1967, pour parvenir à une plus grande stabilité et augmenter la confiance entre les pays du G8 et les peuples de la région. Cela permettra d'ouvrir de nouveaux horizons pour une meilleure intégration économique, sociale et culturelle dans la région.
28. Le secteur privé devra être le moteur de la croissance économique. Pour cela, les gouvernements de la région devront mettre en œuvre des réformes pour relancer l'investissement et prévenir toute collusion avec le monde des affaires, notamment en éliminant les barrières à l'entrée, et les pratiques anticoncurrentielles, et en renforçant la transparence. De même, le secteur privé devra s'engager sur une éthique irréprochable, soutenue par des institutions fortes et indépendantes, capables d'impulser ces réformes.
29. **Les barrières aux échanges commerciaux, financiers et de main d'œuvre dans la région arabe** constituent un frein sérieux au développement dans les pays de la région, ainsi qu'au processus d'intégration de la région avec le reste du monde et la zone Euro-Méditerranéenne en particulier. Les pays de la région doivent promouvoir activement une intégration économique plus poussée, qui dépasserait le cadre d'une zone de libre échange, pour devenir une union douanière et finalement aboutir à long terme à une union économique et monétaire.

## La transition vers une économie de la connaissance

30. **La création d'un fonds de garantie**, financé par les pays du G8 et les pays de la région BMENA, afin de soutenir et relancer les investissements dans des projets technologiques et industriels internationaux et également locaux dans les pays BMENA, et de favoriser des transferts de technologie dans le cadre de contrats transparents entre les entreprises bénéficiaires et les pouvoirs publics.
31. La nécessité de développer des normes internationales relatives à l'éducation dans le cadre du programme PISA (Programme for International Student Assessment), permettant la mesure des acquis pédagogiques des élèves, et la qualité de l'enseignement.

## Migrations pendulaires et développement

32. Encourager les gouvernements, à la fois **des pays d'origine et d'accueil du G8 et de la région BMENA**, à appuyer les efforts des diasporas afin de promouvoir le développement de leur pays d'origine, selon leur propre terme et sous leur leadership, et en coordination avec les stratégies de développement nationaux et régionaux.
33. Inciter les gouvernements à renforcer leurs liens avec les diasporas, en considérant par exemple la mise en place d'une citoyenneté multiple et de droits de votes pour les nationaux établis à l'étranger. Nous demandons également aux pays d'accueil d'encourager l'intégration des diasporas, en établissant par exemple un droit de vote local pour les résidents permanents.
34. **Faciliter l'organisation d'un transfert de connaissance profitable** à tous les pays de la région, avec davantage de possibilités pour les plus qualifiés de pouvoir travailler à l'étranger et revenir dans leur pays d'origine.
35. Inciter les gouvernements des pays du G8 et de la région BMENA à aborder la question du manque de main-d'œuvre qualifiée en fournissant des incitations aux plus qualifiés, afin de les encourager à travailler dans leur pays d'origine. Ces incitations pourront prendre la forme de meilleures conditions salariales (salaires plus élevés, davantage de reconnaissance ou encore meilleures opportunités de promotion), au travers de programmes de coopération bilatéraux ou multilatéraux, y compris des programmes de jumelage et d'externalisation des institutions éducatives.
36. Réclamer des mesures courageuses de la part des gouvernements des pays du G8 et de la région **BMENA afin de créer davantage d'opportunités pour une immigration légale**, avec l'ambition à long terme de créer un espace intégré de mobilité des travailleurs et des étudiants dans la région.

## **Conclusion**

Les recommandations ci-dessus reflètent clairement l'importance, la pertinence, la profondeur ainsi que la diversité des points de vue en ce qui concerne les réformes portées par les acteurs de la société civile dans la région BMENA. Les représentants de la société civile ici présents demandent aux Gouvernements français et koweïtien de tout mettre en œuvre pour prendre en compte les recommandations exprimées ici. Ces recommandations seront présentées durant la Réunion Ministérielle du G8 BMENA qui se tiendra les 21 et 22 novembre à Koweït et alimenteront les différentes initiatives de la région (EuroMed, G8, agendas nationaux, etc.). Il est crucial de noter que ces réformes s'inscrivent dans le moyen terme et qu'un suivi devra être effectué, notamment par le CMI dans son rôle de coordinateur de ce suivi du processus du G8 BMENA.